

Je vais commencer par parler du financement accordé pour l'exploitation minière. On accorde ainsi des fonds au Chili, pour exploiter la mine de cuivre de Chuquicamata, qui reçoit un très fort montant. On accorde également des fonds à la Nouvelle-Guinée, encore au Chili et au Brésil. Dans le cadre des projets de l'ACDI, le Botswana reçoit des fonds pour l'exploitation minière et pour la formation des foreurs au diamant, et à la Côte d'Ivoire et au Ghana pour l'exploitation des mines d'or.

On s'est pas mal intéressé au Canada et en Amérique du Nord en général aux problèmes constatés au Brésil à propos de ce genre de financement que le gouvernement du Canada fournit au Brésil pour la prospection à petite échelle des gisements aurifères et pour la formation en prospection minière. On a fait grand état des massacres d'indigènes au Brésil survenus à l'époque de la ruée vers l'or dans ce pays. En fait, des experts qui ont étudié les répercussions que ce genre de projets ont sur les forêts et sur les populations indigènes sont venus ici à Ottawa il y a quelques semaines à peine, pour dénoncer l'effet catastrophique que certaines de ces prétendues périodes de prospérité économique avaient sur les populations autochtones de l'Amérique du Sud. Le Canada ne voit pas plus loin que le bout de son nez en participant au financement de projets qui entraînent l'odieux massacre des indigènes d'Amérique du Sud.

● (1020)

Bien des Canadiens aimeraient savoir que le gouvernement du Canada finance un relevé géochimique et différentes formes d'assistance en Jamaïque notamment en ce qui concerne le confinement des résidus de bauxite. Bon nombre de Canadiens, sinon la plupart, savent que Alcan et d'autres sociétés sont les principaux bénéficiaires de l'exploitation de la bauxite en Jamaïque. Le gouvernement du Canada, par le biais de l'aide extérieure, fait précisément ce que Alcan et d'autres souhaitent dans ce domaine.

En ce qui concerne les difficultés qu'ont les pays du tiers monde à payer les intérêts sur leurs emprunts, je le répète, ces pays ont versé au FMI 5,9 milliards de dollars de plus qu'ils n'en ont reçu l'année dernière, ce qui veut dire que les banques commerciales ont récupéré davantage qu'elles n'ont prêté. Voyons les sortes de projets que le Canada a financés dans certains de ces pays.

En Asie, rien que pour les projets à caractère forestier, le Canada a fourni 98,766 millions de dollars, ce qui représente une somme considérable. Certains des projets financés sont bons, et tous les Canadiens devraient les soutenir. Ainsi, on a consacré 46,250 millions pour la foresterie rurale en Inde.

La récolte du bois et la surconsommation de plantes par différents ongulés, qu'il s'agisse de chèvres, de bétail ou que sais-je, a entraîné un grave problème de désertification dans bien des régions du monde. Tous les Canadiens approuvent, j'en suis sûr, des programmes qui favorisent la conservation du sol, la remise en valeur du fonds forestier et tout ce qui en découle sur le plan de la diversité génétique et ainsi de suite.

Bien des Canadiens restent perplexes lorsqu'ils apprennent les montants que le gouvernement affecte à des programmes de formation d'ouvriers forestiers hors du Canada, alors que nous

en avons également besoin ici mais qui ne sont pas offerts. Je vais citer quelques exemples. Nous fournissons à l'Indonésie les fonds nécessaires pour une école de formation en sciences forestières et pour des programmes de lutte contre les incendies, de gestion forestière, de développement rural et forestier. Je répète, nous affectons actuellement plus de 98 millions de dollars à ces projets. En Afrique anglophone, le Canada dépense 19,4 millions pour l'achat d'outillage forestier, une pépinière agro-forestière avec dépendances au Sudan, ainsi que des écoles et des cours de formation au Rwanda.

L'Afrique francophone reçoit 139,45 millions en tout. Au Cameroun, par exemple, nous allouons un crédit de 12 millions pour de l'équipement forestier. Au Zaïre, nous finançons la technologie de la production de charbon de bois et la formation professionnelle en foresterie, des déboursés de 3,2 millions de dollars. Des écoles en construction au Niger coûteront 12,1 millions de dollars.

On comprend facilement que nous aidions à payer pour les programmes dont les pays du tiers monde ont besoin, mais ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que le Canada n'ait même pas de ministre des Forêts, notre plus grosse industrie. En fait, le ministre des Forêts est aussi responsable des mines, et le Service canadien des forêts a perdu de son importance depuis que le gouvernement est au pouvoir.

Les fonds alloués aux Amériques et aux Antilles s'élèvent à 68,365 millions de dollars. Mon attention a été attirée par l'argent que nous dépensons à Sainte-Lucie, région dont la superficie égale à peu près le dixième de celle de South Moresby: 5,5 millions cette année pour la gestion et la conservation forestières. On a lieu de s'interroger au sujet de cette dépense quand on sait que diverses régions de la Colombie-Britannique ont demandé des fonds pour la formation postsecondaire des travailleurs forestiers, mais en vain. Nous avons besoin d'argent pour nous attaquer plus directement à ce qu'on appelle l'arriéré de travail, mais là encore c'est peine perdue.

Neuf des dix accords fédéraux-provinciaux seront bientôt renégociés. Le gouvernement aurait décidé de mettre fin aux subventions de cinq ans au reboisement alors qu'il semble avoir des centaines de millions de dollars à dépenser à l'étranger.

Le Honduras reçoit cette année 12,3 millions de dollars au titre de la gestion et de la mise en valeur des forêts tropicales. Le Pérou obtient 3,85 millions pour construire des écoles de sciences forestières. En outre, il bénéficie d'une ouverture de crédit d'équipement de 26 millions et reçoit 6,1 millions au titre de ses écoles de techniques forestières.

Il est remarquable que le gouvernement subventionne les études supérieures en sciences forestières à l'étranger, mais nulle part au Canada. Il est remarquable qu'il finance toutes sortes de programmes d'études postsecondaires à l'étranger, ce qui fait que les Canadiens doivent s'expatrier pour en bénéficier.

Les Canadiens aimeraient en savoir davantage sur le financement offert par la SEE. N'oublions pas que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et d'autres ministres estiment à 2,7 milliards de dollars les programmes d'aide aux pays du tiers-monde.